

ÉLECTIONS EUROPÉENNES - DIMANCHE 9 JUIN 2024

LISTE

ASSELINEAU-FREXIT

POUR LE POUVOIR D'ACHAT ET POUR LA PAIX



Liste d'union nationale

À la différence des autres partis, l'UPR ne vous raconte pas d'histoires

Depuis 17 ans, François Asselineau et l'UPR expliquent que l'UE n'est pas modifiable et qu'elle plonge la France dans le désastre. On ne sauvera pas notre pays avec les promesses sans cesse démenties « d'autre Europe » et les postures médiatiques de politiciens incompetents, corrompus ou tenus.

1 - L'UE nous soumet à une dictature antisociale : il faut sortir de l'Union européenne !

2 - L'euro fait périlcliter notre industrie et exploser notre dette : il faut sortir de l'euro !

3 - L'OTAN entraîne la France vers la 3^e guerre mondiale : il faut sortir de l'OTAN !

Si la liste ASSELINEAU-FREXIT obtient des eurodéputés le 9 juin, ils n'auront bien sûr pas plus de pouvoir que les autres. Mais ils pourront imposer le débat sur le Frexit au sein même du Parlement européen et devant l'opinion publique française.

Le 9 juin, nous avons Besoin de France

TOUS CEUX QUI PROMETTENT UNE « AUTRE EUROPE » VOUS MENTENT !

QUEL EST LE POIDS POLITIQUE RÉEL DES EURODÉPUTÉS FRANÇAIS ?

Avec 81 eurodéputés seulement parmi les 720 représentant les 27 États membres, la France ne pèse que 11,25% au Parlement européen.

C'est de toute façon marginal !

LES EURODÉPUTÉS PEUVENT-ILS « CHANGER L'EUROPE » ?

Tout changement de l'Europe actuelle, ultra-libérale et soumise à Washington, impose de changer les Traités européens.

Cela ne peut se faire qu'à l'unanimité des États membres (Article 48-1 du TUE).

Il faut donc obtenir les signatures des 27 gouvernements sur un nouveau texte identique, puis les ratifications des 27 parlements ou référendums nationaux.

Cet accord unanime de 54 instances différentes aux intérêts contradictoires est impossible à réunir, et les eurodéputés n'interviennent même pas dans le processus !



LA LISTE ASSELINEAU - FREXIT NE PREND QUE DES ENGAGEMENTS QU'ELLE POURRA TENIR !

Nos députés justifieront la nécessité du FREXIT en s'engageant notamment, jour après jour :

CONTRE LA GUERRE

Ils saisiront toutes les occasions pour dénoncer l'engrenage suicidaire dans lequel les États-Unis entraînent l'Union européenne.

Ils s'opposeront :

- au financement d'une guerre folle contre la Russie, 1re puissance nucléaire mondiale.
- à la politique des sanctions stupides qui se retournent lourdement contre nous.
- à la violation permanente du Droit. Par exemple, par Thierry Breton, Commissaire européen au marché intérieur, s'attribuant des pouvoirs que les Traités européens ne lui donnent absolument pas (coordination de la production et du financement d'armes pour l'Ukraine, lancement d'une « économie de guerre », censure des réseaux sociaux, DSA, etc.)

CONTRE LA CORRUPTION

Nos députés ne seront ni lâches ni fainéants :

- ils éplucheront les dossiers avec professionnalisme et intransigeance pour démasquer la corruption et les abus de pouvoir.
- Ils mettront par exemple tout en œuvre pour clarifier et porter devant la justice le contrat de 41 milliards d'euros entre la présidente de la Commission européenne et le PDG de Pfizer.

QUEL EST LE POUVOIR RÉEL DES 720 EURODÉPUTÉS ?

- Ils ne peuvent que très difficilement influencer sur les politiques européennes, car elles sont décidées par les fonctionnaires de 27 nationalités, non élus, de la Commission européenne. Et en plus, celle-ci a le monopole de l'initiative des lois (« directives ») !
- Ils ne font qu'élire, pour la forme, le président de la Commission européenne, et valider les commissaires, tous ayant été auparavant choisis par les chefs d'État et de gouvernement.
- Ils votent le budget de l'UE, mais sans pouvoir y apporter des changements significatifs.

ATTENTION !

« Désobéir aux Traités », comme certains le préconisent, n'est de toute façon pas à la portée des eurodéputés.

Seul un gouvernement pourrait s'y hasarder, mais cette velléité serait tout de suite contrée :

- 1) par la Banque centrale européenne (BCE) qui menacerait la France de laisser exploser les taux d'intérêt sur sa dette publique en ne rachetant pas les Obligations assimilables du Trésor (OAT) françaises.
- 2) par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) qui déclencherait aussitôt les procédures conduisant à des sanctions financières dissuasives contre la France.

CONTRE LES ÉLARGISSEMENTS DÉLIRANTS DE L'UE

Nous refuserons l'élargissement de l'Union européenne aux 9 États candidats, dont l'Ukraine, l'Albanie et la Géorgie.

Plutôt que de verser des milliards d'euros, via l'UE, à des pays gangrénés par les trafics, les crimes et les mafias, et qui sont en dehors de notre zone d'influence traditionnelle, le gouvernement français doit consacrer ces sommes à réparer notre pays qui part en lambeaux : hôpitaux, écoles, services publics, routes...

CONTRE L'IMMIGRATION DE MASSE PLANIFIÉE PAR L'UE

Le Pacte de Marrakech de 2018 force les États à accepter des « migrations sûres, ordonnées et régulières ». En application de ce Traité, que certains pays comme les États-Unis et Israël se sont bien gardés de ratifier, l'UE a planifié un afflux massif sur son territoire de 4 millions de migrants légaux par an.

Équivalent à l'ajout d'une population française tous les 17 ans, ces nouveaux venus peuvent s'implanter partout dans l'UE, notamment en France (accords de Schengen).

Nos eurodéputés combattront cette politique insensée qui ne peut conduire qu'à la chute de notre niveau de vie et à la destruction de notre identité et de notre unité nationale.



upr

UNION

POPULAIRE

RÉPUBLICAINE

L'union du peuple
Pour rétablir
la démocratie